



## **Les délais, le COVID et les opérations expertales ...**

La loi du 23 mars 2020 a déclaré l'état d'urgence sanitaire pour une durée de 2 mois à compter de sa date d'entrée en vigueur, soit du 23 mars 2020 au 23 mai 2020.

Dans la nuit du vendredi 8 mai au samedi 9 mai, après une présentation en conseil des ministres le 2 mai, un vote au Sénat le 6 mai, l'Assemblée Nationale a voté la prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet 2020.

L'ordonnance du 25 mars 2020, n° 202-306, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire indique dans son article 1 :

« les dispositions du présent titre sont applicables aux délais et mesures qui ont expiré ou qui expirent entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire » ; soit du 12 mars au 10 août,

Et dans son article 3 :

« les mesures administratives ou juridictionnelles suivantes, et dont le terme vient à échéance au cours de la période définie dans l'article 1 sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant la fin de cette période :

1° mesures conservatoire, d'enquêtes, d'instruction, de conciliation ou de médiation,

2° ... ».

Cette prorogation jusqu'au 10 octobre 2020 s'applique de plein droit :

- au dépôt des rapports d'expertise prévu entre le 12 mars et le 10 août 2020, sans qu'il soit nécessaire pour l'expert de solliciter un délai,
- aux parties, pour la remise de documents ou le dépôt des dires quand la date limite a été fixée entre le 12 mars et le 10 août 2020, là encore, sans qu'il soit nécessaire de solliciter un délai.

Ces dispositions s'appliquent en matière administrative et judiciaire statuant en matière non pénale.

A ce jour, il n'y a pas d'information en matière pénale.

Par ailleurs, les Tribunaux ont informé la Compagnie, que les activités d'expertise, sauf urgences particulières, ne font pas partie des activités maintenues au titre du plan de continuité des activités judiciaires et ne sont donc pas prioritaires.

### **En clair, pour les experts, cela signifie :**

- que les ordonnances (désignations, taxations, ...) vont être émises avec plusieurs mois de retard et qu'il est inutile de relancer les Greffes des Tribunaux,
- que le délai de remise des rapports d'expertise, initialement prévu après le 12 mars est automatiquement reporté au 10 octobre 2020, sans qu'il soit nécessaire de demander un report de délai,

- que le délai de remise par les parties de pièces, dires, ... , initialement prévu après le 12 mars est automatiquement reporté au 10 octobre 2020, sans qu'il soit nécessaire pour les parties de demander un report de délai, et sans que l'expert puisse s'y opposer,
- enfin, que les avocats ne peuvent pas imposer aux experts de poursuivre leurs opérations pendant cette période, l'expert reste le seul maître de son expertise.

Toutefois, pendant la période d'urgence sanitaire, les travaux d'expertise peuvent se poursuivre par échange de notes expertales, dires et autres documents.

Les accredits peuvent avoir lieu par visio conférence, sous réserve de l'accord de toutes les parties.

Enfin, les accredits nécessitant une présence physique des parties peuvent avoir lieu en respectant les mesures barrières. Les consignes édictées par le Ministère du Travail dans la fiche « bureaux de contrôle, bureaux de vérification, diagnostiqueurs ... » recommandent :

- reportez les prestations si les conditions de sécurité sont impossibles à respecter sur le site,
- évaluez les risques découlant de toutes les circonstances de l'intervention,
- emportez un kit individuel composé d'eau et de savon et/ou de lingettes nettoyantes et/ou de gel hydroalcoolique, ainsi que de produit désinfectant courant pour le nettoyage des outils et supports,
- rappelez les consignes en début de réunion,
- respectez et faites respecter une distance d'au moins 1 m entre les personnes, en cas d'impossibilité, portez et faites porter un masque ou une autre protection équivalente,
- en cas de consultation de documents, demandez qu'ils soient déposés dans une enveloppe à votre attention, et lavez vous les mains après les avoir consultés,
- demandez à chaque participant d'apporter son propre stylo,
- enfin, apportez un sac poubelle pour y déposer tous vos déchets (lingettes, papiers inutiles ...),
- lors de la convocation, rappelez aux parties l'obligation de se conformer aux règles protection sanitaire édictées par les pouvoirs publics, à peine de ne pouvoir participer à la réunion.

Th ERNOULT, Vice Président, le 9 mai 2020